

Obama, un peu de lumière, beaucoup d'ombres¹

La campagne présidentielle américaine est entrée dans la dernière ligne droite. Celle où l'on fait le point sur le bilan du sortant – et qui, ici, se représente – et les chances de l'opposition de l'emporter. L'élection à la charge suprême aura lieu le mardi 6 novembre. Mais de plus en plus, on se dit que les jeux sont faits, tant le candidat républicain, du fait de ses gaffes à répétition, fait figure de « loser », pour le plus grand plaisir du camp démocrate.

Un exemple déjà, le 21 septembre Barack Obama s'est lancé dans un de ces exercices de style oratoire qu'il pratique avec une belle aisance. A l'occasion d'une réunion de la principale association américaine de retraités (l'AARPP), il a accusé son adversaire Mitt Romney d'être une dangereuse menace pour les anciens et leurs acquis sociaux. Non sans raison. D'une part, il s'est fait rassurant en déclarant que les systèmes Medicare (assurance maladie publique pour les personnes âgées) et de retraite « ne sont pas une aumône ». D'autre part, il faisait ainsi allusion aux déclarations idiotes de Romney qui, à l'issue de la convention républicaine, a pointé du doigt les 47% d'Américains qui cultiveraient une mentalité de « victimes ». Autant de fainéants subventionnés par l'Etat, en quelque sorte. Obama s'est régalé : « Vous avez contribué à ces programmes toute votre vie. Vous les avez mérités. En tant que président, c'est ma tâche de faire en sorte que les systèmes Medicare et de retraite restent solides pour les seniors d'aujourd'hui et les générations futures » a-t-il lancé à ces millions d'électeurs potentiels et ravis. Il est vrai que le colistier de Romney, l'ultra-libéral Paul Ryan mène croisade pour des tailles impressionnantes dans les dépenses publiques. Et donc pour une réduction des acquis sociaux, dont les pensions publiques.

De même, celui-ci a confirmé que l'une des premières mesures prises par une administration républicaine, en cas de victoire, serait la suppression de l'assurance-maladie promulguée en 2010 par Obama. Cela n'a pas traîné. M. Ryan s'est fait conspuer devant l'AARPP, accusé (à raison) de vouloir détricoter le système Medicare en le privatisant. Président de la commission budgétaire de la Chambre des représentants, le candidat républicain a même élargi son propos aux handicapés ou personnes gravement malades en préconisant un système de subventions permettant aux personnes éligibles de contracter une couverture sociale sur le marché privé... si elles en ont les moyens.

Le piège du chômage

Ce faisant, les Républicains donnent du grain à moudre à leurs adversaires. Et à M. Obama dont le bilan n'est toutefois pas reluisant. Ainsi, dans le domaine économique, 12,5 millions de personnes sont au chômage, soit plus de 8% de la population active, (encore ces chiffres officiels ne reflètent-ils pas complètement l'ampleur du sous-emploi). Selon le Département du travail, 96 000 postes de travail ont été créés au mois d'août, soit 32% de moins qu'en juillet. La croissance est languissante, la dette publique est passée de 10 600 milliards de dollars à plus 16 000 milliards sous l'administration Obama (durant les huit ans de l'administration Bush, elle avait déjà gonflé de 85%). Le président et sa majorité répondent que, sans les mesures prises ces dernières années, les choses auraient été bien pire. Pour rappel, Obama a fait adopter un plan de relance de près de 770 milliards de dollars à répartir entre allègements fiscaux, maintien des indemnités de chômage et financement de travaux d'infrastructures. De son côté, la Réserve fédérale (la FED, la banque centrale des Etats-Unis) et le département du Trésor (qui, notamment, formule les politiques fiscales du gouvernement et émet la monnaie verte) ont commencé à racheter des titres de la dette « pourrie » (Les fameux Junk bond, obligations à haut risque classées comme « spéculatives »). Là encore, cela s'engueule, les démocrates se targuant d'avoir sauvé le secteur automobile et limité les ravages de la crise, les républicains allant répétant que l'administration Obama a surtout alourdi le fardeau de la dette du pays. Ce à quoi le parti démocrate rétorque que la politique de blocage pratiquée par l'opposition et les lobbies privés est responsable de la situation.

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – septembre 2012

Le président favori

Cette bagarre à couteaux tirés semble favorable à Barack Obama. Les sondages, longtemps hésitants, le montrent désormais en tête, avec plusieurs points d'avance sur Mitt Romney. Alors que le vote anticipé a déjà commencé dans plusieurs Etats, il est bon de rappeler la complexité du système électoral américain, un scrutin indirect. Une fois les candidats désignés lors d'élections primaires organisées dans les Etats de l'Union (et où les récoltes de fonds jouent un rôle primordial pour financer, souvent avec l'aide des grandes sociétés, les frais de publicité et de représentation des candidats) et confirmés pour la forme par les conventions des partis, les « grands électeurs » (chaque Etat a un nombre précis de grands électeurs, déterminé en fonction de la population) recueillent les suffrages populaires, puis se réunissent en Collège électoral pour élire formellement le président. Mais dans la plupart des Etats, seul le nom des candidats apparaissent sur les bulletins de vote.

Un système qui donne Obama gagnant le 6 novembre puisque les Etats dans lesquels les sondages lui promettent de s'imposer sont souvent ceux qui comptent le plus grand nombre de grands électeurs. Le sortant est placé en tête dans les « swing states », ces Etats indécis, penchant tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, comme le Michigan, l'Iowa, l'Ohio ou le Wisconsin où se concentre une grande partie de la classe ouvrière ; ou encore ceux où le vote des « latinos » sera déterminant, comme le Colorado, le Nevada ou la Floride. Bref, M. Obama devrait bénéficier d'une majorité confortable de grands électeurs.

Espoirs déçus

Barack Obama, vainqueur par défaut ? Benoît Bréville, du *Monde diplomatique*, vient de livrer un bilan sévère, même si nuancé, de sa présidence : « 'L'espoir et le changement' : en 2008, ce slogan n'a pas seulement symbolisé la victoire d'un homme. Au-delà de l'élection de M. Barack Obama, une autre Amérique, instruite, curieuse des autres, soucieuse de droit international et de justice sociale, sembla l'avoir emporté contre toute attente » Servant « de référence à une gauche européenne en déshérence. » Mais « Les espoirs investis en M. Obama étaient sans doute démesurés ; un homme ne peut pas révolutionner le destin d'un pays, et surtout pas quand ce pays a perfectionné la théorie de l'équilibre des pouvoirs justement pour faire obstacle au chamboulement de son système social (...) Le paradoxe de la situation actuelle tient à ce que, depuis les élections de mi-mandat de novembre 2010 et le raz de marée républicain, les résultats économiques du pays, dont un taux de chômage réel très élevé, relèvent en partie des choix d'un Congrès hostile. » Et de noter qu'au bout du compte, Barack Obama n'a guère heurté les intérêts de Wall Street. Que le nouveau système d'assurance-maladie fait la part belle aux lobbies médicaux. Ou encore que la prison de Guantanamo est toujours ouverte²...

Le poids des multinationales

Sur le plan international également, Washington fait la part belle aux firmes multinationales. Selon des révélations de Citizens Trade Campaign (CTZ), un accord de libre-échange est négocié dans la plus grande discrétion entre les Etats-Unis et huit pays de l'Asie-Pacifique. Cette organisation altermondialiste qui suit la politique commerciale américaine a évoqué ainsi en juin dernier les avantages octroyés aux sociétés transnationales par ce « Trans-Pacific Partnership (TPP) ». L'opacité de ce TPP est telle que des membres du Congrès ont protesté, disant être tenus à l'écart d'informations que les entreprises peuvent librement consulter.

Le contenu du document finalement divulgué « est révoltant, et explique sans doute pourquoi les négociateurs américains ont gardé le silence depuis deux ans », a pu affirmer Lori Wallach, directrice du Public Citizen's Global Trade Watch.

Si le TPP, énième version de documents précédents visant à laisser libre court aux jeux financiers est adopté, les entreprises américaines continueront à respecter les législations américaines en matière d'environnement, de

² « Un rêve est passé ». Par Benoît Bréville, octobre 2012, sur le site du *Monde diplomatique*.

travail et de finances. Mais, protestent les associations citées, les firmes étrangères en activité aux États-Unis pourront contester ces mêmes lois auprès des tribunaux internationaux. Ces tribunaux auront la capacité de les invalider et d'imposer des sanctions économiques aux États-Unis en cas de non-respect de leurs décisions. Dans l'autre sens, les entreprises pourront contester les lois adoptées par l'un ou l'autre des huit autres pays signataires de l'accord devant les mêmes instances. Les conditions d'une guerre commerciale sont ainsi créées.

Or, durant sa campagne en 2008, Barack Obama promettait : « Nous ne négocierons aucun traité commercial qui aurait pour effet de restreindre notre capacité à protéger l'environnement, la santé publique et la sûreté des aliments. Nous ne négocierons aucun traité commercial susceptible d'accorder des privilèges aux investisseurs étrangers au détriment des investisseurs locaux, d'aboutir à la privatisation de nos précieux services publics, ou de nuire aux pays en développement qui prennent des mesures pour faciliter l'accès aux médicaments essentiels. »

Des vœux pieux bafoués par les dispositions du TPP. Les dispositions du TPP en matière d'investissement s'étendraient à tous les marchés publics. « Bush était plus sincère qu'Obama à ce sujet », a affirmé Judit Rius, directrice américaine de la Campagne pour l'accès aux médicaments essentiels de Médecins sans frontières. L'administration Obama a mené ces dernières années une offensive visant à imposer un régime universel de brevets et conférer aux entreprises pharmaceutiques un monopole à long terme sur les médicaments essentiels. L'Organisation mondiale de la Santé et des dizaines d'ONG ont vertement critiqué cette initiative. Récemment, deux organismes onusiens ont même exhorté les gouvernements à ne pas céder aux pressions américaines, craignant de graves répercussions au plan de la santé publique

Le TPP se trouve au centre d'un feu croisé, des conservateurs qui y voient une atteinte à la souveraineté nationale aux militants progressistes s'inquiétant de la perte de pouvoir des élus locaux. Le CTZ rappelle que depuis l'Accord de libre-échange nord-américain ratifié par le Congrès américain en 1993, une série d'accords semblables adoptés par la suite ont donné aux firmes multinationales des pouvoirs exorbitants, au détriment de la souveraineté des États. On le voit, là encore M. Obama reste froidement dans la ligne ultralibérale.